

Affaires courantes

l'ont souligné, les épithètes que le ministre du Revenu national emploie lorsqu'il parle des opposants à la TPS.

M. Francis G. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, j'invoque moi aussi l'article 36 du Règlement afin de présenter des pétitions signées par des Canadiens qui s'opposent à la TPS en général, et qui désapprouvent tout particulièrement l'assujettissement des livres à cette taxe.

Ils soulignent que, depuis la Confédération, le gouvernement s'est toujours gardé de taxer les livres, les magazines et les journaux, et ce jusqu'à l'arrivée de ce projet de TPS. Ils estiment que la libre diffusion des livres et publications est la pierre angulaire de la démocratie.

Dans leur pétition, ils demandent au gouvernement de réaffirmer ces principes historiques et de supprimer la taxe sur les livres qu'est la TPS.

[Français]

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, j'ai le devoir de déposer une pétition signée par plusieurs Canadiens et Canadiennes. Ces pétitionnaires s'opposent à l'imposition de la taxe sur les produits et services, la taxe sur les livres, les journaux et les hebdomadaires, à leur avis, est une taxe absolument régressive. Les pétitionnaires, qui sont nombreux, soutiennent que la libre distribution de la chose imprimée constitue une pierre angulaire de notre démocratie, notre culture et notre éducation. Ils allèguent également qu'une société instruite et productive ne peut être que lésée par une telle disposition qui voudrait imposer une taxe sur les livres, sur les manuels scolaires et sur tout ce qui peut être utilisé comme tels.

Nous félicitons aujourd'hui la province de Québec qui a décidé de ne pas imposer les livres et nous espérons que le gouvernement fédéral en fera autant.

[Traduction]

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, le nombre d'habitants qui s'opposent à l'imposition de la taxe sur les magazines, les livres et les journaux augmente rapidement tous les jours.

En plus des pétitions que mes collègues ont déjà présentées, j'ai l'honneur de soumettre une longue liste d'habitants du grand Toronto.

Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest): Monsieur le Président, j'ai moi aussi l'honneur de présenter des pétitions de Kitchener et de plusieurs parties de Toronto.

Les pétitionnaires s'opposent à la taxe sur les livres, à l'augmentation de l'analphabétisme et à la hausse des dépenses que doivent assumer les personnes qui veulent lire, s'instruire et devenir des membres productifs de la société.

Ces gens demandent au Parlement de rétablir l'exemption de taxe dont les livres et publications ont toujours joui.

M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold): Monsieur le Président, je me joins à mes collègues pour présenter une pétition contre la TPS.

Des représentants de la Fédération des étudiants du Canada sont venus me rencontrer, il y a quelques jours. Les livres et les publications les concernent directement puisqu'ils sont indispensables à leurs études, c'est pourquoi ils s'opposent catégoriquement à la TPS.

Encore une fois, nous demandons au gouvernement de reconsidérer cette taxe mal conçue et, je l'espère, condamnée d'avance.

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, je suggère que toutes les questions soient réservées.

Le président suppléant (M. Paproski): Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

[Traduction]

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, l'avis de motion n° P-28 portant production de documents, inscrit au nom de la députée de Saint-Laurent—Cartierville, est jugé recevable par le gouvernement. Les documents demandés sont déposés immédiatement.

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production d'une copie d'une étude de faisabilité concernant la constitution d'un nouveau réseau en matière de relations raciales, réalisée par M. Ralph Agard de Toronto pour le ministre d'État au Multiculturalisme et à la Citoyenneté.

(La motion est adoptée.)

M. Cooper: Monsieur le Président, je demande que les autres motions portant production de documents soient reportées.